Une victoire pour les peuples indigènes au Brésil

Par María Josefina Arce

Le Brésil a franchi une étape importante dans la défense des prérogatives des peuples indigènes. Dans un arrêt historique, la Cour suprême fédérale a réaffirmé le droit constitutionnel de ces communautés à

utiliser les terres qu'elles occupent historiquement et traditionnellement.

Par neuf voix contre deux, la plus haute juridiction du géant sud-américain a rejeté les tentatives du secteur agricole d'empêcher ces communautés de récupérer les terres qu'elles n'habitaient pas en 1988, lorsque la Constitution a été approuvée.

La décision doit être respectée par tous les tribunaux du pays, de sorte que les propriétaires terriens ou les squatters non indigènes ne puissent pas utiliser le cadre dit temporaire pour contester les démarcations devant les tribunaux.

Cette manœuvre de l'agro-industrie visait à légaliser le vol par la force de vastes étendues de territoires des peuples indigènes.

La thèse oublie opportunément que cette partie de la population a été expulsée de ses régions ancestrales pendant des décennies, en particulier pendant la dictature militaire qui a gouverné le pays de 1964 à 1985.

Depuis 2021, la Cour suprême fédérale juge le cadre dit temporaire, critiqué par les organisations indigènes, de défense des droits de l'homme et de protection de l'environnement.

Francisco Cali Tzay, enquêteur spécial des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, avait exhorté la plus haute juridiction brésilienne à protéger les terres indigènes.

Les votes dissidents proviennent des deux juges nommés par l'ancien président brésilien, l'extrême droite Jair Bolsonaro, qui pendant son mandat a refusé de délimiter un seul centimètre de nouvelles terres pour les indigènes.

Bolsonaro a également encouragé l'exploitation minière illégale dans les zones indigènes, piliers de la prévention de la déforestation et de la conservation de la biodiversité.

Lorsque Lula da Silva est devenu président en janvier de cette année, il a repris le processus de démarcation, dans un acte de justice et de réparation historique pour ces communautés, victimes d'un génocide et de la perte de la plupart de leurs territoires.

Les peuples indigènes ont remporté une grande victoire. Cependant, le danger reste latent. Le secteur agricole a cherché un autre moyen de garantir ses intérêts, au détriment des peuples indigènes et de la vie en général.

Le Sénat débat d'un projet de loi à ce sujet, qui devrait être voté dans les prochains jours et qui a déjà été adopté par la Chambre des députés. Espérons que la décision du Tribunal suprême fédéral appellera à la raison et que le respect des droits des peuples indigènes sera mis en avant.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/335048-une-victoire-pour-les-peuples-indigenes-au-bresil

Radio Habana Cuba